

L'occupation du Chablais oriental par les Valaisans (1536-1569) : l'organisation et l'administration du territoire par les gouverneurs

André DONNET

Il n'est pas dans notre propos de retracer ici les phases qui ont marqué l'avance des Valaisans au cours d'une entreprise étroitement liée à la conquête du Pays de Vaud par les Bernois, au début de l'année 1536. Il suffira de rappeler succinctement les démarches politiques et diplomatiques qui, en si peu de temps, ont rendu les Valaisans maîtres d'un nouveau territoire, presque aussi étendu que celui qu'ils avaient déjà conquis à la faveur des guerres de Bourgogne, soixante ans plus tôt.

I

Les Valaisans avaient commencé par accueillir fort mal la nouvelle de l'entrée en campagne des Bernois. Mais lorsqu'ils virent la rapidité et l'étendue de leurs conquêtes, ils prirent peur. Si Berne s'emparaît de tout le Chablais — les Valaisans ne se faisaient aucune illusion sur la puissance réelle du duc de Savoie — « le Valais serait bloqué ; politiquement et confessionnellement, il serait à la merci d'un allié devenu trop puissant. Ne valait-il pas mieux, pendant qu'il était encore temps, occuper des territoires qui libéreraient les Valaisans de l'étreinte des Bernois et de celle de l'hérésie ? Ces précautions nationales et religieuses correspondaient trop bien à leurs vieilles ambitions territoriales pour qu'ils pussent résister à la tentation. Quelques jours suffirent pour parachever cette évolution... Les Valaisans se contentèrent d'informer le duc que, puisqu'il était hors d'état de défendre ses terres, ils les occupaient afin d'assurer le maintien de la foi ; ils les lui rendraient plus tard contre paiement de leurs frais. Et ils entrèrent alors en rapport avec les Bernois » qui reçurent, non sans méfiance, l'annonce de cette soudaine volte-face.

Les Valaisans avaient poussé l'affaire avec rapidité. Le jeudi 3 février, les premières troupes arrivaient à Saint-Maurice, et le 9, Evian capitulait.

Précédant leur petit contingent, deux députés valaisans s'étaient présentés au camp bernois, à Saint-Julien, le mardi 8¹. Il s'agissait de s'entendre.

« Les Valaisans avaient d'abord cru, disaient leurs députés, que les Bernois ne s'étaient mis en campagne que pour libérer la ville de Genève, et non dans l'intention de s'emparer du territoire du duc. Mais quand ils ont vu l'étendue et l'importance des conquêtes bernoises, ils ont entrepris d'occuper avec leurs troupes le territoire de Saint-Maurice à Thonon, ce qui est en partie déjà fait. Ils demandent donc qu'on leur laisse ce territoire afin que Berne puisse aussi conserver ses conquêtes ; car, ajoutent-ils, il faut bien penser que le duc ne se résignera pas, mais qu'il tentera au contraire de recouvrer ses terres ; dans ce cas, les Valaisans pourraient rendre de bons services aux Bernois ; c'est dans cette intention qu'ils se sont mis en campagne »².

Les officiers bernois se montrèrent disposés à partager avec les Valaisans ; ils leur garantissaient le territoire jusqu'à la Dranse de Thonon, à l'exception de Maxilly, dont le seigneur avait déjà prêté serment à Berne. Aux Valaisans qui demandaient d'avoir part au bailliage de Thonon qui serait administré en commun, les Bernois répondirent qu'il fallait renoncer à cette prétention, sous le prétexte que les nobles et les habitants de Thonon avaient également prêté serment — ce qui était inexact, Thonon sommé le 8, après la conférence avec les Valaisans, ne se rendit aux Bernois que le 10³. Ils avisèrent aussi les Valaisans que la duchesse de Nemours, tutrice de ses enfants qui possédaient en apanage le Faucigny et la plus grande partie du Genevois, jouissait de la protection de Berne. Enfin, quant aux conquêtes qu'on pourrait encore faire, on les partagerait⁴.

Berne ne demandait pas mieux que de laisser les Valaisans tirer, eux aussi, une plume de l'oie savoyarde — *...inenn ouch ein fädern vonn der gans lassen werden*, écrivait le gouvernement à ses officiers, le 9 février — et de les entraîner ainsi dans l'aventure. La convention conclue avec les Valaisans limitait quelque peu les ambitions de ceux-ci ; elle leur donnait cependant une suffisante satisfaction. Ils achevèrent sans coup férir leur facile conquête ; seules les communautés de Troistorrents et de Val-d'Illiez, plus fidèles à leur légitime seigneur, refusèrent d'abord de se soumettre, et ne cédèrent que le 24 février⁵.

* * *

¹ Ch. Gilliard, *La conquête du Pays de Vaud par les Bernois*, Lausanne, 1935, pp. 109-113.

² *Amtliche Sammlung der ältern Eidgenössischen Abschiede* (cité = E. A.), vol. 4, 1^{re} partie, litt. c, Lucerne, 1878, p. 624. — Ch. Gilliard, *op. cit.*, pp. 113-114.

³ Ch. Gilliard, *op. cit.*, p. 114, note 2.

⁴ E. A., vol. cité, p. 624.

⁵ Ch. Gilliard, *op. cit.*, pp. 114-115.

La campagne militaire achevée, les Valaisans se trouvent devant trois tâches qu'ils vont mener de front mais que, pratiquement, ils n'auront pas le temps de mener à leur terme.

Il s'agit d'abord d'assurer la conquête à l'égard du duc de Savoie ; ensuite, de délimiter les frontières communes avec Berne qui s'étaient singulièrement étendues et avec le Faucigny ; enfin, d'organiser le territoire occupé et de le doter d'une administration.

Nous n'examinerons ici que cette dernière question. Nous tenterons d'exposer en nous fondant sur les recès ou protocoles de la diète, comment les Valaisans divisent ce nouveau pays sujet et comment ils le font administrer par des gouverneurs jusqu'à la restitution partielle de 1569.

Les résultats de notre enquête ne peuvent donc être que provisoires, puisque nous utilisons seulement une des sources de cette époque extrêmement complexe. Mais il nous a paru intéressant de rechercher quels sont les éléments que fournit, pour cette période, l'étude systématique des recès⁶. Signalons toutefois que la collection des recès de 1536 à 1569 n'a pas encore pu être recueillie ; il en manque manifestement quelques-uns⁷.

II

La conquête avait mis sous le pouvoir des Valaisans tout le territoire en aval de Massongex jusqu'à Saint-Gingolph, soit l'ancien Chablais proprement dit sur la rive gauche du Rhône ; de là, au sud du lac Léman, les anciens bailliages d'Aulps et d'Evian, jusqu'à la Dranse qui coule à l'est de Thonon.

Toutefois, il y eut encore, au cours de l'occupation, des ajustements de frontières, en particulier à celle qui était commune avec le bailliage de Thonon devenu bernois. Observons aussi que, si Berne conserva une enclave, Maxilly, dans le territoire occupé par les Valaisans, ceux-ci, en raison de l'abbaye d'Aulps, eurent aussi des droits sur plusieurs paroisses que le couvent possédait dans le Chablais bernois et dans le Faucigny. Cet enchevêtrement de juridictions provoqua, avec Berne en particulier, de nombreux différends qui trouvèrent généralement une solution amiable dans toute une série de conférences successives.

Le 25 février 1536, les troupes d'occupation sont de retour au pays. Et le jour même, dans une diète tenue à Saint-Maurice, les Valaisans, après avoir enregistré l'acte de dédition des communes et des nobles soumis, constituent une commission chargée d'enquêter sur les ressources de chaque lieu

⁶ Nous avons pris pour base les copies établies, dès 1947, par M. Adolphe Favre, commis aux archives cantonales, à Sion (Voir *Vallesia*, t. III, 1948, p. 7), collationnées sur les diverses expéditions conservées dans ces fonds. Ces recès étant classés par ordre chronologique, nous renvoyons à ces copies, en mentionnant la date de la diète, puis la lettre qui désigne le paragraphe où l'affaire est traitée.

⁷ Voir aussi, plus loin, pp. 169-170, ce que nous disons des extraits (*Abzug, Usszug*) destinés aux gouverneurs.

et de repourvoir aux charges et juridictions dépendant auparavant du duc de Savoie. Cette commission est présidée par Jost Kalbermatter qui avait assumé le commandement en chef de la campagne⁸ et comprend un représentant de chacun des sept dizains auxquels on adjoint encore deux commissaires⁹.

À la diète suivante, tenue à Sion du 10 au 12 mars, les députés et commissaires rendent compte de leur mission : ils ont installé dans toutes les juridictions des juges honorables ; ceux-ci ont prêté serment envers les communes, et ces dernières leur ont prêté serment à leur tour¹⁰.

Les commissaires exposent en outre les articles qui ont été jurés par les deux parties :

1. le Valais maintiendra et protégera les nouveaux sujets dans leur ancienne vraie foi catholique ;

2. le Valais respectera et confirmera les franchises, droits, usages, coutumes, concédés par leurs princes et seigneurs à ces hommes et à chaque lieu, ainsi que cela a été pratiqué jusqu'ici¹¹;

3. si le duc reprend possession des territoires actuellement occupés, le Valais les lui cédera comme il les a pris, moyennant remboursement des frais ;

4. le Valais engagera corps et biens pour la protection des nouveaux sujets contre les violences des princes et seigneurs¹².

Les commissaires font encore un rapport détaillé sur les rentes foncières que le Valais est en mesure de percevoir dans les nouvelles conquêtes entre Massongex et la Dranse de Thonon¹³.

III

La division du territoire

En diète de mars 1536, les Valaisans décident de partager tout d'abord le territoire conquis en deux gouvernements (ou mandements) : le premier, dit de Monthey, comprendra Monthey, Troistorrents, Val-d'Illiez, avec tout

⁸ Recès de la diète (cité = R) du 10/12 mars 1536, litt. o.

⁹ R du 25 février 1536, litt. a-b.

¹⁰ R du 10/12 mars 1536, litt. f.

¹¹ Voir aussi R du 10/12 mars 1536, litt. p.

¹² *Ibidem*, litt. g. — L'acte de dédition a été publié en latin par D. Imesch, *Die Erwerbung von Evian und Monthey*, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte*, t. II, 1901, pp. 25-34, et, en traduction française, par P. Grenat, *Histoire moderne du Valais*, Genève, 1904, pp. 8-12, note 3.

¹³ R du 10/12 mars 1536, litt. h.

le pays jusqu'à Port-Valais¹⁴ ; le second, dit d'Evian, le pays en dessous de Port-Valais jusqu'à la Dranse de Thonon. A la tête de chacune de ces subdivisions, on établit un gouverneur¹⁵.

En décembre suivant, on constate déjà que la diète ne paraît pas entièrement satisfaite de ce partage : au moment de nommer un nouveau gouverneur pour Monthey (le premier est décédé en novembre), elle se réserve de délibérer sur la manière de traiter ce gouvernement dès qu'on aura procédé à l'examen de ses profits et revenus¹⁶.

Un an plus tard enfin, en diète de décembre 1537, l'assemblée déclare que Monthey est « une petite seigneurie de peu de rapport » et décide d'agrandir son territoire au détriment de celui d'Evian, en détachant Vouvry et Port-Valais jusqu'au pont de Saint-Gingolph, sur le diocèse de Sion¹⁷. Pour leur part, les Montheysans auraient souhaité un accroissement plus considérable de leur gouvernement qu'ils estiment, eux aussi, « trop petit ». Dans les articles que leurs procureurs présentent alors en diète et qui leur sont accordés pour la plus grande partie, ils ont proposé sans succès que d'Evian on détache encore Saint-Gingolph, Meillerie et Abondance¹⁸.

La situation de Saint-Gingolph, à cheval sur deux seigneuries, ne tarde pas à susciter des difficultés et, par là-même, à entraîner la diète à préciser davantage les limites intérieures. L'assemblée doit en effet ordonner, en mai 1538, une enquête sur le village de Saint-Gingolph dont Monthey et Evian prétendent chacun qu'il relève de sa bannière¹⁹. L'abbé d'Abondance, seigneur de Saint-Gingolph, s'était également plaint, en 1537, de cette situation, s'estimant lésé du fait de cette châteltenie, « sise sur deux seigneuries ou bannières ». C'est au rappel de cette plainte à la diète d'avril 1539 qu'on décide « que la châteltenie de Saint-Gingolph avec le village, ainsi que la vallée d'Abondance, depuis là jusqu'à Evian, appartiendront désormais, à titre de sujets, au gouvernement d'Evian »²⁰.

Une année auparavant, en diète de mai 1538, des difficultés que rencontrait l'abbé d'Aulps avaient déjà amené les Valaisans à démembler encore une fois le territoire d'Evian, mais pour constituer un nouveau gouvernement autonome. L'abbé en effet a de la peine à maintenir son autorité ; « il se heurte à des moines insubordonnés et à d'autres personnes qui cherchent à se soustraire aux droits appartenant au couvent ». A sa demande, la diète nomme donc un gouverneur qui, aux frais de l'abbé, sera chargé de veiller sur les droits de l'abbaye²¹.

C'est ainsi que trois ans après l'achèvement de la conquête, et non sans quelques tâtonnements, le Valais a organisé ses nouveaux territoires sujets en trois gouvernements : ceux de Monthey, d'Evian et d'Aulps.

¹⁴ Par là, il faut entendre Vouvry et Port-Valais non compris, comme on va le voir.

¹⁵ R du 10/12 mars 1536, litt. c et d.

¹⁶ R du 18/23 décembre 1536, litt. m.

¹⁷ R du 17/23 décembre 1537, litt. e.

¹⁸ *Ibidem*, litt. q.

¹⁹ R du 9/12 mai 1538, litt. t.

²⁰ R du 24/29 avril 1539, litt. a.

²¹ R du 9/12 mai 1538, litt. p et q.

IV

L'administration des gouverneurs

1. *La nomination des gouverneurs.*

La nomination ordinaire a lieu en diète de décembre. L'évêque de Sion, « prince et seigneur, préfet et comte du Valais », confirme l'élu dont il reçoit le serment de fidélité²². Les deux premiers gouverneurs, Benedikt de Prenseriis pour Monthey et Caspar Mezelten pour Evian, ont été élus en diète de mars 1536²³. Prenseriis étant décédé en novembre, semble-t-il, de la même année, la diète confie l'administration de la justice au châtelain de Monthey, jusqu'à la prochaine diète de Noël²⁴, au cours de laquelle le successeur, Adrian Rubini, de Sion, est désigné pour une année²⁵. En diète de Noël 1537, Rubini est réélu pour deux ans, « vu, mentionne le recès, qu'il a pris possession de ce gouvernement à une époque critique, qu'il a eu de grands frais, que ce gouvernement est d'un petit rapport, et qu'il n'y a pas résidé plus d'une année ». En même temps, la diète décide que, lorsque Rubini aura achevé sa période, ce gouvernement reviendra pour deux ans au dizain de Sierre ; « ensuite selon l'ordre des dizains » (c'est-à-dire en remontant la vallée de Sion à Conches), de deux ans en deux ans, les Patriotes nommeront le gouverneur selon l'usage pratiqué pour celui de Saint-Maurice²⁶.

Le tour de rotation d'Evian inauguré, en 1536, par Caspar Mezelten, de Brigue, ne s'établit pas sans soulever quelques difficultés. Le successeur de Mezelten, Martin Clausen, élu en décembre 1537²⁷, est un représentant du dizain de Conches. Mais quand vient le moment de le remplacer, en diète de décembre 1539, le dizain de Sierre revendique la succession dans le désir d'instaurer, comme pour Monthey, un tour de rotation ascendant, de Sion à Conches. Les députés de Viège, au contraire, font état de promesses données à leur dizain deux ans auparavant de confier le gouvernement d'Evian à l'un des leurs en vue d'adopter ensuite une rotation inverse à celle pratiquée pour Monthey. La diète se range finalement à cette opinion et nomme un représentant de Viège²⁸. L'on maintient donc pour Evian, l'ordre dans lequel on a commencé : Brigue, Conches, Viège, Rarogne, etc.

Le tour de rotation d'Aulps ayant débuté par Anton Magenschen, représentant de Sion, n'offre pas de difficultés. Il se fait dès lors, comme pour Monthey, en remontant la vallée de dizain en dizain, de Sion à Conches, pour reprendre à Sion²⁹.

²² Voir, par exemple, R du 18/23 décembre 1536, litt. m.

²³ R du 10/12 mars 1536, litt. c et d.

²⁴ R du 1^{er} décembre 1536, litt. a.

²⁵ R du 18/23 décembre 1536, litt. m.

²⁶ R du 17/23 décembre 1537, litt. d.

²⁷ *Ibidem*, litt. c.

²⁸ R du 15/20 décembre 1539, litt. c et d.

²⁹ R du 9/12 mai 1538, litt. p. et R du 15/20 décembre 1540, litt. t.

Si l'on observe les listes des gouverneurs pour les trois gouvernements de Monthey, d'Evian et d'Aulps³⁰, on constate que, à l'exception des premiers titulaires, tous ont été nommés en diète de décembre ; qu'ils ont tous achevé leur période de deux ans, sauf le dernier gouverneur d'Aulps qui n'a pas eu le temps d'entrer en fonction, et le 19^e gouverneur de Monthey, décédé peu après son élection et dont le successeur a été désigné en janvier suivant³¹.

2. L'entrée en fonction des gouverneurs.

La diète de décembre 1537 fixe l'entrée en fonction des deux premiers gouverneurs dès leur élection et leur confirmation : celui de Monthey, comme son collègue de Saint-Maurice, doit gagner sa résidence pour la fête de la Chandeleur, soit pour le 2 février ; celui d'Evian, pour la fin du mois de mars. C'est à l'arrivée seulement de son successeur que l'ancien gouverneur se retire³². Quant au gouverneur d'Aulps, les recès ne mentionnent qu'incidemment l'époque de son entrée en fonction : « vers la mi-carême »³³ ; on sait du moins que le gouverneur en charge exerce ses fonctions jusqu'au début d'avril³⁴.

Les gouverneurs vont s'installer dans leur résidence avec un certain appareil. Ils s'y rendent à cheval, solennellement, accompagnés d'une suite assez nombreuse, d'une « comitive » comme on disait, constituée généralement de sept députés représentant chacun des dizains³⁵ et, parfois, d'un nombre plus élevé encore de députés³⁶.

Une ordonnance de la diète fixe le protocole de l'entrée en fonction du gouverneur de Monthey :

1) » A son arrivée, il se rend à cheval avec sa compagnie d'honneur au château de Messeigneurs, met pied à terre ; devant la maréchallerie ou à l'entrée de la grande porte du château, l'ancien gouverneur le reçoit cordialement, en lui tendant la main et en lui souhaitant la bienvenue, avec les Messieurs qui l'accompagnent, puis ils l'escortent dans le château, en signe de mise en possession.

2) » Ensuite il se rend avec ladite compagnie d'honneur sous la halle, s'assied sur le banc de justice qui s'y trouve ; le sautier lui présente le bâton du sautier en signe de remise de l'office, et après proposition et présentation

³⁰ On trouvera ces listes (1536-1569) en annexe, pp. 176-177, établies d'après les recès. — Nous avons continué celle des gouverneurs de Monthey jusqu'à 1600, pour faire la jonction avec la liste publiée, pour 1600-1660, par L. Dupont Lachenal, *Le Pays de Monthey aux XVI^e et XVII^e siècles*, dans *Ann. Val.*, 1952, pp. 157-158.

³¹ R du 22 janvier / 7 février 1571, litt. b et d. — A quoi il faut ajouter, plus tard, le cas du 26^e gouverneur de Monthey décédé en cours d'exercice et remplacé pour la fin de la période par un représentant du même dizain (R du 3 août 1586, litt. b).

³² R du 17/23 décembre 1537, litt. f et r.

³³ R du 14/19 décembre 1542, litt. ii.

³⁴ R du 15/20 décembre 1540, litt. s.

³⁵ Par exemple R du 14/19 décembre 1542, litt. ii, ou R du 15/19 décembre 1546, litt. w.

³⁶ R du 2 avril 1540.

de sa personne [?] par un de ses Messieurs au nom de la Haute Autorité, il reçoit l'obédience de tous ses sujets réunis de la châtelainie de Monthey, avec serment à Dieu à mains levées, selon l'usage.

3) » Cela fait, les syndics et la généralité de la ladite châtelainie présentent 4 de leurs hommes les plus spectaculaires et capables, parmi lesquels le nouveau gouverneur désigne, avec conseil de sesdits Messieurs et de la compagnie d'honneur et de ses assesseurs, le plus apte comme châtelain et officier, ou un autre du tas (*? uss dem hufen*), et après que ces choses se sont passées, avec conseil, car c'est une chose très importante, le seigneur gouverneur se pourvoit, avec le conseil des Messieurs, d'un sautier qu'ils appellent métral (*ministralem*), ou il confirme l'ancien, auquel il remet le bâton de sautier après prestation du serment.

4) » Ensuite, le châtelain de St-Gingolph se présente, qui prête aussi serment au gouverneur ; sinon, la juridiction de St-Gingolph appartient aux Messieurs, Nos gracieux Seigneurs du Valais n'y ayant que la haute seigneurie.

5) » Au même moment, sans discontinuer, les syndics de Port-Valais présentent l'officier pour éviter des frais à ce lieu indigent [?], selon ordonnance de Messieurs, prêtent obédience au gouverneur comme d'habitude à Port-Valais ; il reçoit le serment d'obédience des syndics sous la halle, au lieu et nom de la généralité, avec versement de 2 ducats en espèces pour les frais, et il désigne à cet office et assermente celui qu'il estime le plus apte à cet effet [...].

6) » La même semaine de son arrivée, il pourvoit à temps aux autres offices selon son bon plaisir, dans ladite bourgeoisie de Monthey, par exemple le lieutenant gouverneur, le curial, le fiscal, le vice-châtelain, le métral du châtelain ou de la bourgeoisie.

7) » Le dimanche qui suit son arrivée, il se rend dans la vallée d'Illiez avec ses officiers et d'autres bourgeois de Monthey qu'il convoque à cet effet, et dans les villages principaux d'Illiez, il pourvoit aux charges de châtelain, de curial, de métral, aussi sur présentation de quatre, que le gouverneur désigne comme châtelain, mais il peut aussi en prendre un autre.

8) » Au retour d'Illiez, en passant par Troistorrents, la commune du lieu lui présente un verre de vin quand il est à cheval. Il y pourvoit à l'office de métral ou d'officier, que le Junker et châtelain Fay, à teneur des droits qu'il détient, présente au gouverneur, ayant le droit de présentation, à condition toutefois qu'il soit agréé du gouverneur.

9) » Le seigneur abbé de St-Maurice présente aussi son châtelain de Chièzes, qui est un lieu non loin de Troistorrents. Le gouverneur l'assermente selon l'ancien usage.

10) » Un certain jour de la semaine suivante, il se rend avec ses dits officiers de Monthey à Muraz ; on lui y présente un verre à boire à cheval à lui et à sa compagnie, et en y passant il désigne le métral.

11) » Puis il part pour Vionnaz, et là de nouveau, la commune lui présente un verre à boire à cheval, et en passant aussi, il y désigne un officier ou juge, et tout cela étant fait, il se rend à Vouvry, où il pourvoit au châtelain, au curial et au métral.

12) » Dans toutes les trois châtellemies de Monthey, Val-d'Illiez et Vouvry, le gouverneur et sa suite sont entretenus sans frais, comme dû » ^{36 bis}.

3. Les sièges et résidences des gouverneurs.

Le gouverneur de Monthey a, dès le début, son siège dans le bourg de ce nom ; on le sait déjà par le fait qu'au décès de Prenseriis, c'est le châtelain local qui l'a provisoirement remplacé ³⁷. Les recès font mention d'une résidence en 1551 seulement. Le gouverneur reçoit en effet l'ordre de reconstruire « la maison et la tour qui appartenaient au capitaine Du Rosey » ³⁸. Il s'agit donc du château moderne de Monthey que les Patriotes reconstruiront de fond en comble en 1663-1664 ³⁹. Un recès ultérieur précise encore que la maison de feu le capitaine Du Rosey avait été saisie par le Valais, parce qu'il avait refusé de prêter hommage ⁴⁰. En 1554, nouveau mandat au gouverneur d'achever « la maison en partie construite pour le Pays » ⁴¹, mais il expose qu'elle est achevée, et qu'il y manque seulement un fourneau pour la salle neuve ⁴². Il est signalé, plus tard, des réparations à la partie ancienne de la résidence, en particulier au toit, et à l'escalier à vis de la partie neuve ⁴³.

Quant au gouverneur d'Evian, il aura son siège en cette ville ⁴⁴. Mais c'est plus de deux ans après son installation qu'on paraît s'aviser qu'il n'a pas de résidence. Le second gouverneur propose d'y affecter le château qui, dit-il, s'y prêterait si on le reconstruisait ⁴⁵. Lors de son entrée en fonction, le 2 avril 1540, son successeur décide de reconstruire la partie antérieure du château, avec chambre, poêle, cuisine, escalier à vis, cave voûtée, et en outre avec grange et écurie. Les sujets d'Evian et de Saint-Gingolph procureront à leurs frais les matériaux, tandis que ceux d'Abondance assumeront la charge des bois de construction et le salaire des maîtres maçons ⁴⁶. Les travaux

^{36bis} Cette ordonnance, qui est un « extrait » non daté, figure en tête du registre de Monthey (pp. 1-3 ; voir plus bas, note 107). Intitulée « ordonnance que l'on a adoptée jusqu'ici pour l'avènement du gouverneur de Monthey nouvellement élu lorsqu'il reçoit l'obédience et nomme ses juges subalternes, ses huissiers et les officiers dans tout le gouvernement », elle codifie une tradition.

³⁷ R du 1^{er} décembre 1536, litt. a.

³⁸ R du 22/28 avril 1551, litt. q.

³⁹ L. Dupont Lachenal, *op. cit.*, p. 103 ; A. Donnet, *Guide artistique du Valais*, Sion, 1954, p. 19, N° 6.

⁴⁰ R du 24 mai / 4 juin 1564, litt. f.

⁴¹ R du 4/5 juillet 1554, litt. h.

⁴² *Ibidem*, litt. l.

⁴³ R du 3/16 mai 1561, litt. s.

⁴⁴ R du 10/12 mars 1536, litt. l.

⁴⁵ R du 15/20 décembre 1539, litt. o.

⁴⁶ R du 2 avril 1540, litt. b.

s'exécutent sous la direction de Bartholomäus Zermülly, maître maçon ⁴⁷ qui collaborera en 1541 avec Ulrich Ruffiner à la réfection de la route de Martigny à Saint-Maurice ⁴⁸. Quelques mois plus tard, le gouverneur ayant reconstruit la résidence, fait encore des réparations au toit ⁴⁹. En 1548, un gros orage a endommagé le toit, que le gouverneur doit à nouveau réparer ⁵⁰. L'année suivante, même mandat au gouverneur qui, au surplus, remettra en état le lieu ordinaire de la cour de justice, en y dressant les fourches patibulaires, soit trois colonnes de pierre munies des armoiries du Pays ⁵¹. Les travaux se poursuivent avec la remise en état de tous les appartements. Pour les meubler, on attribue sur les biens mobiliers de feu l'abbé d'Abondance, « ce qui est nécessaire au château d'Evian » ⁵². En 1554, on apprend que les nobles ont refusé de participer à la fourniture des matériaux, comme les autres sujets ; la diète décide de les y contraindre sous menace de saisie de leurs seigneuries ⁵³.

Le Valais affecte de grandes sommes à la réparation du château d'Evian ; à la conférence de Chambéry, du 4 janvier 1569, où l'on délibère en vue de la reddition d'Evian et d'Aulps, les Valaisans mentionnent expressément les frais qu'ils ont eus à Evian ⁵⁴. Et l'historien de la ville Prévost signale, en 1623, les travaux entrepris par les Valaisans qui, dit-il, firent « recouvrir trois des grandes tours et faire deux corps de logis, l'un sur l'autre du côté du couchant, l'habitation étant assez belle et de bonne grâce » ⁵⁵.

La résidence du gouverneur d'Aulps, protecteur du couvent, n'est pas non plus mentionnée dans les recès avant 1551. Le gouverneur a-t-il résidé tout d'abord au village ? Il ne semble pas. C'est à la suite d'un rapport présenté en diète de décembre 1551, par les députés envoyés dans la vallée, qui insistent auprès du gouverneur pour qu'il fasse recouvrir le couvent et toutes ses dépendances, en particulier la tour de la prison ⁵⁶, qu'on précise enfin, à la diète suivante, que la maison d'habitation « sert maintenant de siège au gouverneur » ⁵⁷. Celui-ci a immédiatement exécuté son mandat, mais un vent extraordinairement violent a déjà, peu après, arraché la toiture ; d'où nouvelles réparations ⁵⁸. Au cours des années suivantes, le Valais fera procéder encore souvent à des réparations ; couverture du toit de l'abbaye ⁵⁹ et du clocher ⁶⁰, rétablissement ou renforcement de la clôture ⁶¹, etc.

⁴⁷ R du 8/11 juin 1541, litt. j.

⁴⁸ R du 26 août 1541, litt. a.

⁴⁹ R du 14/19 décembre 1541, litt. kk.

⁵⁰ R du 12/17 décembre 1548, litt. p.

⁵¹ R du 26 juillet / 2 août 1550, litt. e.

⁵² R du 5/7 août 1550, litt. b, l.

⁵³ R du 4/5 juillet 1554, litt. b ; R du 12/21 décembre 1554, extrait pour Evian, litt. a.

⁵⁴ R du 4 janvier 1569, litt. d, No 18.

⁵⁵ Fr. Prévost, *Histoire de la ville d'Evian (1623)*, 2^e partie, publiée par A. Duplan, dans *Mémoires et documents publiés par l'Académie Chablaisienne*, t. VI, 1892, p. 9. — Voir aussi L. Blondel, *Châteaux de l'ancien diocèse de Genève*, dans *Mém. et doc. publiés par la Société d'hist. et d'arch. de Genève*, série in-4^o, t. VII, 1956, pp. 368-373.

⁵⁶ R du 9/17 décembre 1550, litt. h.

⁵⁷ R du 22/28 avril 1551, litt. p.

⁵⁸ R du 4 février 1552, litt. f.

⁵⁹ R du 10 décembre 1561, extrait pour Aulps, litt. e.

⁶⁰ R du 1^{er}/9 juillet 1556, extrait pour Aulps, litt. l.

⁶¹ R du 24 octobre 1555, extrait pour Aulps, litt. d.

4. Les appointements des gouverneurs.

Les appointements du gouverneur de Monthey sont fixés en décembre 1537 : il reçoit annuellement 120 florins de Savoie⁶², cinq muids d'avoine et deux de haricots, « comme tout gouverneur en dessous de la Morge »⁶³. — Son collègue d'Evian reçoit également 120 florins annuels, mais on ne mentionne pas de redevances en nature⁶⁴. — Quant au gouverneur d'Aulps, bien que les recès que nous possédons n'en fassent pas mention, il semble être tout d'abord placé théoriquement sur le même pied que ceux de Monthey et d'Evian. Toutefois, au moment où le premier tour de rotation va s'achever et où chacun des dizains a eu l'occasion d'y faire figurer un représentant, les députés font remarquer que le gouverneur d'Aulps bénéficie de plus d'avantages que ses collègues : il est entretenu aux frais du Pays avec sa femme, ses valets et servantes, avec deux chevaux ; il est nourri et pourvu. La diète décide, en décembre 1551, de modifier son statut. Dorénavant, il recevra 200 florins petit poids annuels d'émoluments, plus 4 florins pour la nourriture et en place de la nourriture ; pour ses chevaux, il disposera des prés antérieurement séquestrés à l'ancien châtelain Vachoux⁶⁵, avec 4 muids d'avoine, et enfin il recevra 12 couronnes pour frais de chevauchée⁶⁶.

Aux appointements ordinaires des gouverneurs vient s'ajouter un revenu variable — que les recès ne nous permettent pas d'évaluer, même approximativement — provenant de la perception des amendes n'excédant pas 10 florins⁶⁷.

5. Les attributions des gouverneurs.

Les gouverneurs représentent le pouvoir souverain, c'est-à-dire « Sa Grandeur le prince et seigneur évêque de Sion, comte et préfet du Valais, le grand bailli et les députés des VII Dizains » ; ce sont en quelque sorte des préfets chargés d'exécuter les ordres du souverain et de le renseigner. Ils sont avant tout des administrateurs et des percepteurs ; ils sont ensuite encore des juges⁶⁸.

Avant d'étudier, à l'aide des recès, quelles sont les attributions des gouverneurs, il convient d'examiner tout d'abord rapidement de quelle ma-

⁶² Mentionnons, en spécifiant bien qu'il s'agit seulement d'un ordre de grandeur, que le florin petit poids aurait un pouvoir d'achat correspondant à environ 70 fr. suisses de 1953. — Cf. O. Dessementet, *Les Luxembourg-Martigues, seigneurs au Pays de Vaud, 1487-1558*, dans *Revue suisse d'Histoire*, 1954, p. 91, note 10.

⁶³ R du 17/23 décembre 1537, litt. v et litt. qq-vv ; du 14/19 décembre 1541, litt. ff, etc.

⁶⁴ R du 24/29 avril 1537, litt. m, N° 21 ; R du 24/29 avril 1539, litt. f.

⁶⁵ R du 18/19 juin 1539, litt. d.

⁶⁶ R du 9/20 décembre 1551, litt. v.

⁶⁷ R du 17/22 décembre 1543, litt. m.

⁶⁸ Voir, pour comparaison, de brèves notices sur les attributions des gouverneurs bernois en Pays de Vaud dans *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, t. 7, 1933, p. 58 : *Le régime bernois* (Ch. Gilliard), et sur celles des baillis suisses au Tessin, *ibidem*, t. 6, 1932, p. 492 (C. Trezzini).

nière la diète exerce son autorité dans les territoires conquis. Il est extrêmement difficile de faire distinctement la part de chacun dans des domaines très complexes.

Le souverain ne se dessaisit d'aucune de ses prérogatives : il y dispose, comme dans le territoire national, des droits régaliens et de certains droits seigneuriaux.

C'est la diète en effet qui confirme les franchises que lui présentent les nouveaux sujets⁶⁹ ; elle exerce le droit de grâce⁷⁰ ; elle veille sur le cours des monnaies et en prévient la hausse⁷¹ ; si elle délègue parfois aux gouverneurs le droit de recevoir des notaires⁷², elle contrôle néanmoins l'activité de ceux-ci, et, quand elle constate leur ignorance, elle les assigne devant elle pour être examinés⁷³ ; elle autorise une habitant du val d'Aulps à tester en faveur de ses enfants illégitimes⁷⁴ ; elle réglemente le commerce des denrées alimentaires⁷⁵.

Quant aux droits seigneuriaux, la diète s'inquiète d'obtenir la restitution des registres de réconnitions conservés par le duc de Savoie, et de procéder à leur renouvellement⁷⁶. Elle décide le rachat de fiefs qu'elle inféo-

⁶⁹ De toutes parts, les nouveaux sujets, dès mars 1536, ont demandé la confirmation de leurs franchises (R du 10/12 mars 1536, litt. p), et les nobles et seigneurs, ecclésiastiques et laïques, ont déposé leurs titres que la diète a reconnus et maintenus (R du 24/29 avril 1539, litt. a). — Voir aussi des exemples de cas particuliers : Val-d'Illiez (R du 14 novembre 1537, litt. e), Monthey (R du 17/23 décembre 1537, litt. q), l'abbé d'Abondance (R du 9/12 mai 1538, litt. r), St-Jean d'Aulps et Morzine (*ibidem*, litt. kk), Evian (R du 3/9 mai 1553, litt. n), etc. — La diète exige aussi, au besoin en menaçant d'employer la force (R du 14 février 1536, litt. h), la soumission et le serment d'obédience des nouveaux sujets : par exemple à l'égard du capitaine Du Rosey qui s'était enfui (R du 18/23 décembre 1536, et du 24/29 avril 1539, litt. g), du sire rebelle de St-Paul (R du 18/19 juin 1539, litt. b), du châtelain Vachoux de St-Jean d'Aulps (*ibidem*, litt. d), etc.

⁷⁰ R du 9/13 juin 1540, litt. x-y-z.

⁷¹ R du 24 octobre 1555, extrait pour Aulps, litt. e.

⁷² R du 11/21 décembre 1566, litt. c.

⁷³ R du 15/26 mai 1566, litt. e.

⁷⁴ R du 14/22 décembre 1552, litt. p.

⁷⁵ R du 17/23 décembre 1537, litt. x ; du 24/29 avril 1539, litt. h.

⁷⁶ La question des réconnitions a été une des plus grandes difficultés auxquelles s'est heurtée la diète pour établir sur des bases solides son administration dans les territoires conquis. Dès août 1539, elle a cherché à obtenir les titres qu'avait conservés le duc de Savoie (R du 1^{er}/3 août 1539, litt. h) ; sans grand succès d'ailleurs auprès de ce dernier, puisque Chambéry avait été occupé par les troupes de François I^{er}. La diète écrit alors au roi, qui intervient à Chambéry ; le Valais envoie de nombreuses députations auprès du président de la Chambre (par exemple, R du 9/13 juin 1540, litt. b), et ce n'est pas sans peine qu'elles viendront à bout de leur mandat (R du 11 août 1543, litt. d ; du 13 février 1544, litt. a ; du 12/17 décembre 1548, litt. q). En 1544, le recès de la diète mentionne enfin la remise d'une partie des réconnitions trouvées à Chambéry (R du 30 avril/2 mai 1544, litt. j). Mais le Valais ne rentrera jamais en possession de leur totalité, puisqu'en 1569, dans les délibérations relatives au traité de restitution, ses députés réclament encore expressément les réconnitions concernant St-Maurice et Monthey (R du 4 janvier 1569, litt. d, N^o 7). Entre temps, les gouverneurs avaient été chargés de les rechercher dans leurs territoires (R du 14/19 décembre 1541, litt. q et r ; du 14/19 décembre 1542, litt. c). Finalement, en 1547, la diète décida de faire procéder au renouvellement des réconnitions, à Evian par exemple, et désigne des commissaires à cet effet (R du 4/7 mai 1547, litt. f) ; mais en décembre de la même année déjà, on laisse provisoirement le projet en suspens (R du 14/21 décembre 1547, litt. t), malgré les instances des gouverneurs de Monthey et

de ⁷⁷, et l'attribution des échutes à la Haute Seigneurie ⁷⁸, avec cette réserve que les biens des ecclésiastiques décédés dans le diocèse de Sion reviendront à l'évêque ⁷⁹; elle décide aussi certains albergements ⁸⁰ et en approuve d'autres ⁸¹; elle décrète l'équipement et la levée de troupes ⁸² dont elle désigne les chefs ⁸³. Elle se réserve le revenu des amendes excédant 10 florins de Savoie infligées par les gouverneurs ⁸⁴.

La diète dispose des revenus provenant des nouveaux gouvernements. C'est à elle que, chaque année, les administrateurs rendent compte de leur gestion. Elle décide de rembourser à Lucerne les 2.000 florins pour lesquels le duc de Savoie avait, en 1519, hypothéqué les mandements de Monthey et d'Evian, et elle y parvient en 1552 ⁸⁵.

La diète intervient même dans les affaires ecclésiastiques, en particulier pour l'élection et la confirmation des abbés d'Aulps et d'Abondance ⁸⁶.

d'Evian (R du 12/17 décembre 1548, litt. z); en attendant, le châtelain d'Evian fera un extrait des reconnaitions à l'intention des gouverneurs, « afin que tout ne soit pas perdu » (*ibidem*, litt. aa). En décembre 1549, la diète exige des nobles la remise de leurs « quernets » (R du 11/19 décembre 1549, litt. k), ce qui ne s'obtient pas sans difficultés (R du 9/20 décembre 1551, litt. p); du 21/22 septembre 1552, litt. d). En 1551, à la demande réitérée des gouverneurs, on désigne encore des commissaires pour le renouvellement des reconnaitions, mais survient une nouvelle interruption due aux circonstances de guerre (R du 12/13 janvier 1552, litt. g), suivie d'une reprise (R du 14/22 décembre 1552, litt. o), avec laquelle on paraît aboutir, vers 1563, à l'achèvement de l'entreprise (R du 16/28 juin 1563, litt. g).

⁷⁷ R du 19/24 avril 1542, litt. e et f.

⁷⁸ R du 26 juillet / 2 août 1550, litt. d.

⁷⁹ *Ibidem*, litt. l; R du 12/21 juin 1555, litt. h.

⁸⁰ R du 3/9 mai 1553, litt. h; et du 13/21 décembre 1553, litt. p.

⁸¹ Comme celui du « membre » de St-Gingolph par l'abbé d'Abondance à Jacques Dunand de Grilly, à Evian (R du 24 mai / 4 juin 1564, litt. u).

⁸² R du 6/8 mai 1546, litt. c.

⁸³ R du 11/14 mai 1552, litt. m; et du 14/15 septembre 1557, litt. b et d; et du 20/21 mai 1560, litt. l; etc.

⁸⁴ R du 11/19 décembre 1549, litt. hh.

⁸⁵ R du 4 février 1552, litt. e.

⁸⁶ Au décès de l'abbé, les chanoines d'Abondance doivent aviser le gouverneur d'Evian qui informera à son tour la diète, et ils ne procéderont à une élection que sur le conseil du Pays; l'abbé ne résignera qu'avec son assentiment (R du 26 juillet / 2 août 1550, litt. c). Quant à l'abbé d'Aulps, après l'élection canonique, l'élu sera présenté en diète assemblée (R du 4/5 octobre 1553, litt. a), pour être confirmé d'abord par elle (R du 10/12 mars 1536, litt. s; etc.). — La diète repousse toutes les tentatives des abbés commendataires de reprendre possession des deux abbayes: « le Pays ne peut tolérer qu'un courtisan ou un étranger de Rome puisse tenir un tel bénéfice, sans en prendre possession personnellement » (R du 21/22 septembre 1536, litt. b); le Pays expose encore qu'il ne tolérera pas que l'abbé commendataire puisse « tirer des revenus de nos terres, surtout du couvent d'Aulps, que le Valais a conquis à ses frais et maintenu dans la vraie foi catholique, pour s'en servir à Rome comme cardinal, car il n'a pas protégé ce couvent pendant les dangers de la guerre » (R du 9/12 mai 1538, litt. m). Si le cardinal veut y résider personnellement, recevoir les ordres, maintenir l'obéissance, la diète est disposée à lui remettre le couvent, moyennant une taxe annuelle suffisante de protectorat (*Ibidem*, litt. o; R du 24/29 avril 1539, litt. cc). — Elle autorise l'abbé d'Abondance à tester, « vu qu'il s'est bien comporté à l'égard du Pays, qu'il est devenu chanoine et bourgeois de Sion, et qu'après avoir fait sa résidence accoutumée, il aurait pu amener tout son bien dans la dite baronnie et qu'ensuite, en vertu des franchises de la ville de Sion, il pourrait gérer ses biens fonciers et mobiliers selon son bon plaisir » (R du 24 mai / 4 juin 1564, litt. g et h). — Si la diète confirme aussi la nomination d'un chanoine, faite par l'abbé et le chapitre d'Abondance

a) *Le gouverneur représentant du souverain.* Si l'on essaie maintenant de déterminer, dans la masse des décisions de la diète, les attributions du gouverneur, on constate qu'il n'a pas de pouvoirs généraux pour représenter l'autorité souveraine ; il ne le fait que sur mandat spécial et, dans la plupart des affaires importantes, la diète lui adjoint des députés désignés à cet effet. Nous avons déjà cité, avec tous ses détails, le cérémonial selon lequel se déroule l'entrée en fonction du gouverneur de Monthey. On trouve aussi, mais plus succinctes, des indications pour Evian. Ainsi, quand, en avril 1540, le gouverneur entre en charge, il tient, en présence des treize patriotes députés qui ont constitué sa « comitive », une « diétine » au cours de laquelle il reçoit le serment d'obédience des nobles, des syndics de la ville et communauté de tout le mandement d'Evian ; les nobles prêtent serment en leur nom et en celui de leurs sujets, les syndics de la communauté et du mandement, au nom des communes⁸⁷ ; mais, en même temps, cette diétine, émanation du pouvoir souverain, ordonne au gouverneur de procéder à une enquête sur une amende impayée⁸⁸. Sans doute, comme il le fera plus tard, le gouverneur nomme ou confirme les autorités locales et reçoit leur serment d'obédience⁸⁹.

Le gouverneur d'Evian commande, avec ses collègues de Saint-Maurice et de Monthey, la troupe que la diète met à sa disposition, en juin 1536, pour occuper la seigneurie du sire rebelle de Saint-Paul⁹⁰. Le gouverneur d'Aulps, pour prévenir des soulèvements, est chargé d'occuper la vallée, en avril 1539, avec deux douzaines de canons et des renforts, tandis que la diète met de piquet 700 hommes dans les dizains et 300 hommes en dessous de la Morge⁹¹.

Il prend généralement part, avec ses collègues des autres gouvernements, aux conférences tenues avec Berne relativement aux délimitations des frontières et des juridictions⁹², ainsi qu'aux députations envoyées hors du pays, par exemple auprès de la duchesse de Nemours pour régler la question pendante de paroisses relevant de l'abbaye d'Aulps⁹³, ou à Soleure, auprès de

(R du 9/13 juin 1540, litt. g), à l'abbaye d'Aulps, elle fixe un « numerus clausus » pour les moines qui n'excéderont pas 13 y compris l'abbé (R du 4/5 octobre 1553, litt. b), et c'est au décès de l'un d'entre eux seulement que le chapitre pourra présenter un candidat en diète qui jugera s'il est apte et s'il y a nécessité de le nommer (R du 15/26 mai 1566, litt. i). La diète dispose aussi des prébendes des abbayes d'Aulps et d'Abondance, soit pour les affecter à des membres des dites abbayes (par exemple, à Aulps, au tailleur, au cordonnier, etc., qui sont entretenus la plupart du temps dans le couvent — R du 15/20 décembre 1539, litt. ff, No 4), soit pour en affecter les revenus à des emplois dans le pays souverain (pour un maître d'école allemand — R du 6/8 mai 1546, litt. f), ou à un abbé commendataire qui élève des prétentions sur le couvent sans qu'on y donne droit (R du 15/19 décembre 1546, litt. l), ou à un maître d'école à Evian (R du 9/20 décembre 1551, litt. x ; du 14/22 décembre 1552, litt. x).

⁸⁷ R du 2 avril 1540, litt. a.

⁸⁸ *Ibidem*, litt. e.

⁸⁹ Cf. A. Dornet, *Un projet de réforme du conseil bourgeois de Monthey*, dans *Ann. Val.*, 1952, p. 163.

⁹⁰ R du 31 mai / 1^{er} juin 1536, litt. f.

⁹¹ R du 24/29 avril 1539, litt. y et aa ; du 15/20 décembre 1539, litt. ff., No 3.

⁹² Par exemple à la conférence de Thonon, fixée au 21 mai 1536 (R du 19 mai 1536, litt. a), ou à la conférence de St-Maurice, en 1544 (R du 30 avril / 2 mai 1544, litt. e).

⁹³ R du 9/12 mai 1538, litt. i.

l'ambassadeur du roi de France, en 1539, pour la même affaire⁹⁴ ; ou encore à Chambéry, en 1540, pour réclamer les récognitions des territoires conquis⁹⁵, etc. Mais, pour la plupart des affaires locales importantes, il doit s'adjoindre trois ou quatre personnes compétentes⁹⁶, par exemple pour aplanir un différend avec le bailli de Thonon.

Au nom du pouvoir souverain et comme lui, le gouverneur intervient dans les affaires ecclésiastiques. La diète se réserve de confirmer l'abbé d'Abondance et l'abbé d'Aulps⁹⁷ ; le gouverneur, pour sa part, est chargé de certaines mesures de police ; c'est lui, par exemple, dans le mandement d'Evian, en 1539 et 1540, qui ordonne aux curés, sous peine de destitution, de résider sur leur bénéfice dans un délai de six semaines, de prêcher tous les dimanches et d'instruire le peuple à prier en langue vulgaire⁹⁸. A Lullin, en 1546, le gouverneur fixe l'emplacement de la nouvelle église à construire⁹⁹ ; à Aulps, il veille à refuser tout bref relatif à l'abbaye¹⁰⁰ ; il alloue, en 1549, aux clarisses d'Evian un modique subside¹⁰¹ et doit obtenir du curé du lieu qu'il leur restitue le local ordinaire¹⁰² ; mais ce sont quatre commissaires désignés par la diète qui président, en 1550, à l'inventaire et à l'attribution des biens mobiliers de feu l'abbé d'Abondance¹⁰³.

b) *Le gouverneur administrateur.* Les gouverneurs assistent ordinairement aux diètes, sans y avoir, semble-t-il, voix délibérative. Ils sont mentionnés immédiatement après l'évêque et le grand bailli. C'est à cette occasion qu'ils font rapport aux députés sur tous les faits saillants qui marquent leur administration, et qu'ils en reçoivent les ordres ; c'est alors aussi que, une fois par année, ils rendent le compte financier de leur gestion.

Quelles sont les tâches qui leur incombent en leur qualité d'administrateurs ? — Ces tâches ne sont formulées nulle part une fois pour toutes, et par écrit. Elles sont au contraire déterminées au fur et à mesure par les problèmes qui surgissent et qu'il faut résoudre rapidement dans l'intérêt du pays. En parcourant les recès qui sont conservés de 1536 à 1569, on peut noter une multitude de tâches diverses que l'on confie successivement et itérativement aux gouverneurs ; nous tenterons de réunir ici les principales.

Dans leur administration, les gouverneurs exercent, au nom du souverain, certaines prérogatives issues des droits régaliens et des droits seigneuriaux. Le mandat exprès leur en est donné en diète ; chaque recès mentionne les tâches imposées aux gouverneurs. Peu à peu, on introduit la coutume de rédiger des extraits (*Abzug, Usszug*) spéciaux destinés à chaque gouvernement. Le premier qui figure dans notre collection est d'avril 1551, pour

⁹⁴ R du 6 janvier 1539, litt. a.

⁹⁵ R du 9/13 juin 1540, litt. b.

⁹⁶ R du 13 mars 1549, litt. w.

⁹⁷ R du 10/12 mars 1536, litt. r et s.

⁹⁸ R du 15/20 décembre 1539, litt. l ; du 9/13 juin 1540, litt. v.

⁹⁹ R du 6/8 mai 1546, litt. a.

¹⁰⁰ R du 13 mars 1549, litt. h.

¹⁰¹ R du 11/19 décembre 1549, adjonction N° 1.

¹⁰² *Ibidem*, N° 2.

¹⁰³ R du 5/7 août 1550.

Evian¹⁰⁴. Ces extraits sont beaucoup plus circonstanciés que le recès principal remis à chacun des dizains. C'est en 1551 en effet que la diète ordonne aux gouverneurs « de faire établir un registre dans lequel seront inscrits tous les recès relatifs à leur gouvernement et à leurs charges d'administrateurs, ainsi que les transactions concernant les pays limitrophes, registre qu'ils conserveront dans un coffre dont ils remettront la clef à leurs successeurs à l'expiration de leur temps de fonction »¹⁰⁵. Nous possédons, aux archives cantonales, le registre du gouverneur de Saint-Maurice, dès 1518¹⁰⁶; celui de Monthey est conservé dans les archives de cette commune¹⁰⁷, mais débute seulement en 1569; nous ignorons où ont échoué ceux d'Evian et de Saint-Jean d'Aulps. Il faut donc, pour le moment, nous fonder sur les recès généraux et sur les quelques extraits qui, pour la période que nous étudions, font partie de notre collection: il y en a un pour Monthey¹⁰⁸, trois pour Evian¹⁰⁹ et six pour Aulps¹¹⁰. C'est en 1551 également que la diète tente de mettre un peu d'ordre dans la gestion des gouvernements. Les gouverneurs d'Evian et d'Aulps sont priés de soumettre leurs affaires à débattre à la session de printemps; ceux de Saint-Maurice et de Monthey, à celle de Noël. Toutefois, chaque gouverneur est autorisé à soumettre à n'importe quelle diète les questions importantes¹¹¹.

C'est au gouverneur qu'incombe la nomination de certaines autorités locales: par exemple, à Val-d'Illiez, il désigne le châtelain parmi quatre candidats présentés; il institue le greffier du tribunal; il approuve l'élection du sautier nommé par la communauté¹¹².

Toutes sortes de mesures de police sont de son ressort. Il suffit d'en citer quelques-unes: il veille à rompre les « vanels » qui encombrent le Rhône en dépit des recès émis à cet effet¹¹³; à l'entretien des digues de la Dranse, d'entente avec le bailli bernois de Thonon¹¹⁴; à l'application des interdictions prononcées par la diète relativement à la chasse¹¹⁵; c'est à lui qu'on remet les « honneurs », c'est-à-dire la tête et l'épaule droite avec la patte des ours et des loups tués, en compensation desquels il verse une prime¹¹⁶. Il édicte des ordonnances relatives aux tarifs du transport des marchandises par les voituriers¹¹⁷, ou discute avec ces derniers pour le maintien des tarifs¹¹⁸.

¹⁰⁴ R du 24/28 avril 1551, extrait pour Evian.

¹⁰⁵ R du 22/28 avril 1551, litt. f.

¹⁰⁶ AV L 330: *Abscheid du château de St-Maurice*, 1518-1648, 1 vol. (22 × 31 cm) relié, 338 fol.

¹⁰⁷ B 42, un vol. relié (20 × 28 cm), 566 p.

¹⁰⁸ R du 10/24 décembre 1561, extrait pour Monthey.

¹⁰⁹ R du 24/28 avril 1551; du 12/21 décembre 1554; du 10/24 décembre 1561.

¹¹⁰ R du 23 octobre / 16 novembre 1555; du 1^{er}/9 juillet 1556; du 10/24 décembre 1561; du 13 mai 1562; du 11/21 décembre 1566; du 21/31 mai 1567.

¹¹¹ R du 9/20 décembre 1551, litt. ff.

¹¹² R du 14 novembre 1537, litt. e.

¹¹³ R du 10/12 mars 1536, litt. e; du 19 mai 1536, litt. i; du 9/12 mai 1538, litt. f; du 12/21 décembre 1554, litt. r.

¹¹⁴ R du 25 juin 1550, N° 9; du 22/28 avril 1551, extrait pour Evian, litt. e.

¹¹⁵ R du 21/31 mai 1567, extrait pour Aulps, litt. e.

¹¹⁶ R du 17/23 décembre 1537, litt. q, N° 4; du 14/19 décembre 1541, litt. hh.

¹¹⁷ R du 17/23 décembre 1537, litt. dd.

¹¹⁸ R du 1^{er}/9 juillet 1556, extrait pour Aulps, litt. m.

Si, comme nous l'avons vu plus haut, la diète constitue au lendemain de la campagne militaire, une commission chargée d'aller enquêter sur les ressources du pays conquis et de repourvoir aux charges¹¹⁹, les deux premiers gouverneurs, peu après, reçoivent aussi, de leur côté, mandat « de s'enquérir avec beaucoup d'exactitude des ressources de chaque paroisse, bannière ou lieu en dessous de Saint-Maurice », afin que la diète puisse décider des charges qu'on peut leur imposer pour les frais de l'expédition, et « comme on veut agir à leur égard »¹²⁰; le premier gouverneur d'Aulps est chargé d'enquêter à son tour pour connaître les possessions de l'abbaye dans le Chablais¹²¹. Tout au long de l'occupation, les gouverneurs, souvent en compagnie de commissaires, se livreront, au nom de la diète, à des enquêtes sur les juridictions des nobles, des ecclésiastiques, et collaboreront au recouvrement des reconnaissances¹²².

Le gouverneur est chargé d'alberger, au profit du Pays, les biens séquestrés de rebelles en fuite¹²³, d'amodier des vignes¹²⁴, des péages¹²⁵, des alpages¹²⁶, etc. Il doit réunir en un registre les copies des amodiations, « afin qu'on en connaisse le terme et la location »¹²⁷, mandat qui sera renouvelé pour le val d'Aulps en 1567¹²⁸.

Les reconstructions et les réparations que nécessite la résidence qui leur est assignée, sont du ressort des gouverneurs; c'est à eux d'en diriger les travaux¹²⁹. En 1543, les gouverneurs font remettre en état la route de Saint-Maurice à Monthey¹³⁰; en 1541, le gouverneur d'Evian en a déjà fait autant pour celle de Lugrin à Locum, sauf au lieu dit le Maupas, pour lequel la diète lui délèguera le maître d'œuvre Barth. Zermully¹³¹ qui a collaboré à la reconstruction du château d'Evian¹³². Le gouverneur interviendra encore en 1554 pour contraindre les gens de Saint-Gingolph à réparer la route le long du lac¹³³.

c) *Le gouverneur percepteur et payeur.* Le gouverneur ne pourvoit pas seulement à l'administration du territoire qui lui est confié; il y est encore percepteur et payeur. C'est sous cet aspect que les recès font le plus souvent mention de son activité.

¹¹⁹ R du 25 février 1536, litt. a et b; du 10/12 mars 1536, litt. f et g, et h.

¹²⁰ R du 30 mars / 7 avril 1536, litt. q.

¹²¹ R du 6 janvier 1539, litt. b.

¹²² R du 24/29 avril 1539, litt. b; du 9/13 juin 1540, litt. i; du 14/21 décembre 1547, litt. t; du 11/21 décembre 1566, extrait pour Aulps, litt. a et b.

¹²³ R du 17/23 décembre 1537, litt. u; du 14/19 décembre 1542, litt. ii.

¹²⁴ R du 16/19 mai 1543, litt. ee.

¹²⁵ R du 12/21 décembre 1554, litt. u.

¹²⁶ R du 15/20 décembre 1539, litt. ff, N° 2; du 1^{er}/9 juillet 1556, extrait pour Aulps, litt. h.

¹²⁷ R du 9/17 décembre 1550, litt. k.

¹²⁸ R du 21/31 mai 1567, extrait pour Aulps, litt. c.

¹²⁹ Par exemple, Evian: R du 14/19 décembre 1541, litt. kk; du 12/17 décembre 1548, litt. p; etc. — Monthey: R du 4/5 juillet 1554, litt. h; du 3/16 mai 1561, litt. s. — Aulps: R du 4 février 1552, litt. f; du 10/24 décembre 1561, extrait pour Aulps, litt. e.

¹³⁰ R du 16/19 mai 1543, litt. a.

¹³¹ R du 14/19 décembre 1541, litt. ll.

¹³² R du 8/11 juin 1541, litt. j.

¹³³ R du 4/5 juillet 1554, litt. e et i.

Il est chargé de percevoir les rentes foncières, les cens, les tailles, les lods, la mainmorte qui reviennent au Pays¹³⁴, de saisir les biens des personnes décédées qui sont échus à la Haute Seigneurie¹³⁵, sous réserve des biens des ecclésiastiques du diocèse qui reviennent à l'évêque selon l'usage¹³⁶, et de veiller en même temps à éviter les fraudes et les irrégularités que l'on constate en grand nombre¹³⁷. Il perçoit en outre la taxe de protectorat due par l'abbé d'Abondance et par l'abbé d'Aulps¹³⁸, et aussi les sommes d'argent que ces deux abbayes doivent au Pays¹³⁹.

Cet office de percepteur ne s'accomplit pas sans difficultés. Les gouverneurs se heurtent sans cesse, aussi bien à la mauvaise volonté¹⁴⁰ et à l'incapacité de payer des sujets¹⁴¹ qu'aux défauts de l'organisation¹⁴², en particulier l'absence de réconnitions¹⁴³. Souvent la diète doit leur consentir des délais¹⁴⁴.

Le gouverneur inflige et perçoit les amendes¹⁴⁵, grandes et petites, avec cette réserve que, pour celles qui excèdent 10 florins de Savoie, il doit en rendre compte à la diète¹⁴⁶, ordonnance qui est rappelée plusieurs fois¹⁴⁷.

Le gouverneur est encore trésorier payeur à la disposition de la diète. Sur son compte, il fait de nombreuses avances au nom du Pays ; ainsi il paie, par exemple, les frais de certaines conférences avec Berne¹⁴⁸, ou la contrepartie nécessaire à l'obtention de réconnitions demeurées dans le Faucigny¹⁴⁹ ; il contribue à la réfection de la route de Martigny à Saint-Maurice¹⁵⁰, de la route à « Zen Thenen », dans le dizain de Loèche¹⁵¹, aux appointements de notaires qui ont rédigé le *Landrecht*¹⁵², à la reconstruction de l'hospice du Grimsel¹⁵³, aux appointements du pharmacien stipendié par le Pays¹⁵⁴, aux frais de rédaction de tel recès d'une diète tenue extraordinairement pour une question relative à son gouvernement¹⁵⁵, aux appointements de députés envoyés à l'étranger en représentation¹⁵⁶.

¹³⁴ R du 1^{er} décembre 1536, litt. a ; du 17/23 décembre 1537, litt. s, etc.

¹³⁵ R du 9/12 mai 1538, litt. g ; du 23 octobre / 16 novembre 1555, extrait pour Aulps, litt. b.

¹³⁶ R du 9/17 décembre 1550, litt. f.

¹³⁷ R du 15/26 mai 1566, litt. f.

¹³⁸ R du 10/12 mars 1536, litt. r et s.

¹³⁹ R du 8/10 novembre 1536, litt. q ; du 15/20 décembre 1539, litt. p.

¹⁴⁰ R du 17/23 décembre 1537, litt. vv.

¹⁴¹ R du 30 avril / 2 mai 1544, litt. u.

¹⁴² R du 14/19 décembre 1542, litt. r.

¹⁴³ R du 8/12 mai 1554, litt. i.

¹⁴⁴ R du 9/12 mai 1538, litt. i ; du 30 avril / 2 mai 1544, litt. u.

¹⁴⁵ R du 9 juin 1544, litt. e.

¹⁴⁶ R du 11/19 décembre 1549, litt. hh.

¹⁴⁷ R du 9/19 décembre 1562, litt. j ; du 11/21 décembre 1566, litt. f.

¹⁴⁸ R du 9/13 juin 1540, litt. n.

¹⁴⁹ R du 14/19 décembre 1541, litt. l.

¹⁵⁰ *Ibidem*, litt. x ; R du 14/19 décembre 1542, litt. d.

¹⁵¹ R du 17/22 décembre 1543, litt. d.

¹⁵² R du 30 avril / 2 mai 1544, litt. v.

¹⁵³ R du 26/28 juillet 1548, litt. n.

¹⁵⁴ R du 9/17 décembre 1550, litt. ii.

¹⁵⁵ R du 4/5 octobre 1553, litt. h.

¹⁵⁶ R du 13 mai 1562, litt. d et e.

Sur son compte, il paie les intérêts de la dette de Lucerne¹⁵⁷, et dès que la diète décide, en 1548, de rembourser le capital¹⁵⁸, en imposant, durant trois ans, une taille de 200 couronnes dans chaque gouvernement¹⁵⁹, les gouverneurs sont chargés de la perception¹⁶⁰.

Les gouverneurs doivent rendre leur compte à la diète¹⁶¹. Au début de l'occupation, tous les gouverneurs, à moins de motifs suffisants¹⁶², le font à la diète de Noël, selon la coutume¹⁶³; mais, dès 1540, Monthey rend son compte à Noël, en même temps que Saint-Maurice, et Evian et Aulps le font à la diète ordinaire de printemps¹⁶⁴. Les gouverneurs présentent d'abord leur compte oralement, et le secrétaire de la diète en transcrit les données dans le recès remis aux dizains. C'est dès 1554 seulement qu'on ordonne aux gouverneurs de déposer désormais leur compte par écrit, « afin que l'on puisse retrouver ce compte à l'avenir en cas de besoin »¹⁶⁵.

Ainsi, on trouve désormais régulièrement, dans les recès de la diète de Noël et de celle de printemps, les comptes des trois gouvernements (ainsi que celui de Saint-Maurice). Ils mentionnent d'abord les revenus (rentes, cens, tailles, péages, lods, échutes, etc.), exprimés en florins petit poids de Savoie et en couronnes (la couronne équivaut à 5 florins); ensuite, exprimées de la même manière, les dépenses (qui sont de toutes sortes, comme on l'a vu en examinant le rôle du gouverneur en sa qualité de payeur, et dans lesquelles sont inclus ses appointements). Le reste du compte, qui se solde généralement par un bénéfice, est distribué, à parts égales, entre les sept dizains; mais les sujets du gouvernement de Saint-Maurice qui, en avril 1537, ont revendiqué¹⁶⁶, pour prix des frais qu'ils ont eus lors de la campagne de 1536, une part des profits annuels que le Valais retire des territoires conquis, obtiennent, dès juillet 1537, un huitième de ces revenus¹⁶⁷. Cette part leur est remise sans difficulté, mais non sans quelque irrégularité, jusqu'en 1553 où, à la suite d'un acte d'insoumission des cinq bannières en dessous de la Morge (elles avaient refusé de reconnaître aux nobles leurs arrière-fiefs), la diète décide de priver ce gouvernement de ce revenu, à l'exception de la bannière de Saint-Maurice¹⁶⁸. Une requête, présentée en décembre 1554 pour en obtenir le rétablissement, demeure sans succès¹⁶⁹. La bannière de Saint-Maurice continuera à toucher un peu moins du 6^e de la part totale du gouvernement¹⁷⁰ jusqu'à la restitution d'Evian et d'Aulps en 1569, où la diète de décembre supprime définitivement la part des revenus affectés aux sujets¹⁷¹.

¹⁵⁷ R du 15/20 décembre 1540, litt. k; du 14/19 décembre 1542, litt. hh.

¹⁵⁸ R du 26/28 juillet 1548, litt. m.

¹⁵⁹ R du 28 août 1548, litt. g.

¹⁶⁰ R du 29/31 mai 1549, litt. r.

¹⁶¹ R du 17/23 décembre 1537, litt. s; du 9/12 mai 1538, litt. l.

¹⁶² R du 15/20 décembre 1540, litt. b.

¹⁶³ R du 17/23 décembre 1537, litt. qq. - vv; du 15/20 décembre 1540, litt. s.

¹⁶⁴ R du 15/20 décembre 1540, litt. s.

¹⁶⁵ R du 8/12 mai 1554, litt. i.

¹⁶⁶ R du 24/29 avril 1537, litt. h.

¹⁶⁷ R du 4/6 juillet 1557, litt. j.

¹⁶⁸ R du 3/9 mai 1553, litt. k et m.

¹⁶⁹ R du 12/21 décembre 1554, litt. s. Cf. aussi R du 12/21 juin 1555, litt. b.

¹⁷⁰ Voir, par exemple, R du 14/24 juillet 1557, litt. o et p.

¹⁷¹ R du 14/21 décembre 1569, litt. i.

d) *Le gouverneur juge*. Les notices relatives à l'administration de la justice qui figurent dans les recès sont trop peu explicites pour que l'on puisse décrire, même succinctement, l'activité des gouverneurs en leur qualité de juges ; il faudrait, pour cela, étudier les documents de procédure. Toutefois, on tire des recès quelques indications isolées qui ne sont pas dénuées d'intérêt.

C'est le gouverneur qui désigne le châtelain parmi quatre candidats présentés, et qui institue le greffier¹⁷². Il fixe les appointements des juges, et la diète lui recommande de le faire équitablement « afin que les pauvres sujets ne soient pas opprimés ». La procédure est menée par son fiscal¹⁷³, qui est à sa nomination.

Pour faciliter sa tâche, la diète émet des mandats ordonnant à tous nobles, juges et sujets, d'appuyer l'exercice de la justice¹⁷⁴.

D'après les recès, on voit le gouverneur réprimer les délits suivants : un cas de sorcellerie à Aulps¹⁷⁵ ; quelques-uns de lèse-majesté, par exemple, à Evian, une personne qui a peint une potence sur les armoiries du Pays¹⁷⁶, — ou Thomas de Boneto, natif d'Evian, qui, à Rome, a gravement entravé par ses propos la confirmation de l'évêque de Sion¹⁷⁷ ; le gouverneur doit faire raser sa maison, mais comme celle-ci ne lui appartient pas entièrement, il se contentera de faire abattre un angle du toit, au coin le plus en vue¹⁷⁸ ; un cas d'infanticide, dans la vallée d'Abondance, justiciable de l'abbé, mais qui, en attendant la décision relative à la Haute Seigneurie, est déféré au gouverneur¹⁷⁹ ; il est chargé de poursuivre les délits d'usure « qui se pratiquent en grand nombre »¹⁸⁰, en dépit du mandat de la diète qui interdit de percevoir plus du 5 %¹⁸¹, mandat renouvelé peu après¹⁸².

Quant aux amendes, les gouverneurs ne peuvent, sur plainte de sujets, engager de procédure pour une somme excédant 10 florins, alors que la faute est passible d'une petite amende¹⁸³.

Dès le début de l'occupation, on trouve une ordonnance relative aux appels : les appels contre les jugements des châtelains et juges iront d'abord devant le gouverneur et, de là, devant la diète¹⁸⁴. Ordonnance qui est renouvelée en 1539, confirmant le châtelain comme juge en première instance, et le gouverneur en deuxième¹⁸⁵. — Le gouverneur d'Evian est juge

¹⁷² R du 14 novembre 1537, litt. e, Nos 1 et 3.

¹⁷³ R du 16/19 mai 1543, litt. aa ; R du 23 octobre / 16 novembre 1555, extrait pour Aulps, litt. a.

¹⁷⁴ R du 9/13 juin 1540, litt. w.

¹⁷⁵ R du 11/21 décembre 1566, litt. e.

¹⁷⁶ R du 9/12 mai 1538, litt. ee.

¹⁷⁷ R du 26/28 juillet 1548, litt. aa ; du 12/17 décembre 1548, litt. x et y.

¹⁷⁸ R du 11/19 décembre 1549, adjonction No 3.

¹⁷⁹ R du 9/12 mai 1538, litt. s.

¹⁸⁰ R du 4/5 juillet 1554, litt. f.

¹⁸¹ R du 9/13 juin 1540, litt. cc.

¹⁸² R du 23 octobre / 16 novembre 1555, extrait pour Aulps, litt. f.

¹⁸³ R du 17/22 décembre 1543, litt. m.

¹⁸⁴ R du 10/12 mars 1536, litt. i.

¹⁸⁵ R du 24/29 avril 1539, litt. a.

de l'abbé d'Abondance¹⁸⁶. On ne peut interjeter appel du gouverneur d'Aulps à celui d'Evian ; l'appel contre le gouverneur doit être adressé à la diète¹⁸⁷.

Notons enfin que, dans les délibérations relatives à la restitution d'Evian et d'Aulps, le Valais fait figurer des conditions pour maintenir en force les jugements prononcés sous l'occupation¹⁸⁸.

* * *

Les recès des diètes comportent infiniment peu d'éléments qui permettent de porter un jugement général sur l'attitude des gouverneurs de 1536 à 1569. On peut toutefois relever les faits suivants.

Si, en 1550, aux députés qui siègent à Abondance pour procéder à l'inventaire des biens mobiliers de feu l'abbé, les chanoines affirment qu'ils sont satisfaits de leur gouverneur (il s'agit de Hans Salzmann, de Brigue) et que celui-ci assure comme il convient leur entretien¹⁸⁹, deux ans plus tard, un chirurgien d'Evian introduit en diète une plainte contre le gouverneur Hans Syber : ce dernier le poursuit d'une amende exorbitante pour un mandat qui ne le concerne pas ; la diète fait suspendre l'amende et assigne le gouverneur devant elle pour se justifier¹⁹⁰. L'affaire Syber paraît avoir traîné en longueur¹⁹¹ ; en tout cas, elle ne figure plus aux recès pendant onze ans. Elle réapparaît en 1563, où une diète est convoquée à Brigue en vue de statuer sur les nombreuses accusations formulées contre Syber¹⁹², à la suite de plusieurs enquêtes. On relève parmi ces accusations, trois cas qui se rapportent à l'époque où Syber était gouverneur d'Evian ; ce sont deux cas d'extorsion de sommes d'argent à des particuliers¹⁹³ et un cas de vol de vaisselle d'argent¹⁹⁴.

On ne relève, semble-t-il qu'une seule plainte générale contre les gouverneurs, portée en diète sans qu'il soit fait état de personnalités : on assure que, parfois, ils se comportent mal à l'égard des sujets. Dorénavant le grand bailli sera astreint à donner suite aux suppliques ou à ordonner une enquête, puis à citer éventuellement en diète les gouverneurs et à punir les coupables¹⁹⁵.

¹⁸⁶ *Ibidem*, litt. d.

¹⁸⁷ R du 16/19 mai 1543, litt. z.

¹⁸⁸ R du 4 janvier 1569, litt. b, N° 3.

¹⁸⁹ R du 5/7 août 1550, litt. b, N° 3.

¹⁹⁰ R du 10 août 1552, litt. e.

¹⁹¹ Peut-être parce que Syber est parti alors au service étranger. — Cf. *Armorial Valaisan*, Zurich, 1946, art. *Siber*, p. 240.

¹⁹² Le capitaine Syber est de retour depuis une année, car il est cité en 1562 comme capitaine du dizain de Conches. — *Armorial*, p. 240.

¹⁹³ R du 28/29 avril 1563, litt. b, N°s 1 et 14.

¹⁹⁴ *Ibidem*, litt. b, N° 15.

¹⁹⁵ R du 10/24 décembre 1561, litt. i.

ANNEXE

N.B. Les élections, à moins d'indications contraires, ont eu lieu en diète de décembre. Les dates données entre parenthèses carrées indiquent des recès qui ne figurent pas dans la collection des archives cantonales.

Les gouverneurs de Monthey (1536-1600)

<i>Fonction</i>		<i>Election</i>	<i>Dizain</i>
1536 (III-XI)	1. Benedikt de Preneriis	1536 (mars)	Sion
1536-1539	2. Adrian Rubini	1536	Sion
1539-1541	3. Franz Am Hengart	1538	Sierre
1541-1543	4. Steffan Otschier	1540	Loèche
1543-1545	5. Thomas Walker junior	1542	Rarogne
1545-1547	6. Nikolaus Im Eich	[1544]	Viège
1547-1549	7. Gilg Jossen an den Bandmatten	1546	Brigue
1549-1551	8. Hans Schmid	1548	Conches
1551-1553	9. Nikolaus Sterren	1550	Sion
1553-1555	10. Adam Frily	1552	Sierre
1555-1557	11. Peter Zengaffinen	1554	Loèche
1557-1559	12. Lerio (Hilarius) Matthys	1556	Mörel
1559-1561	13. Anton Sterren	1558	Viège
1561-1563	14. Franz Kuntschen	1560	Brigue
1563-1565	15. Moritz Clausen	1562	Conches
1565-1567	16. Bartholomäus Supersaxo	1564	Sion
1567-1569	17. Petermann Perrini	1566	Sierre
1569-1571	18. Peter Ambuel	1568	Loèche
	Hans Gerold († avant d'entrer en fonction)	1570	Mörel
1571-1573	19. Thomas Venetz	1571 (janv.)	Mörel
1573-1575	20. Johann In Albon	1572	Viège
1575-1577	21. Jacob Venetz	1574	Brigue
1577-1579	22. Peter von Riedmatten	1576	Conches
1579-1581	23. Moritz Waldin	1578	Sion
1581-1583	24. Franz Am Hengart	1580	Sierre
1583-1585	25. Bartholomäus Allet	[1582]	Loèche
1585-1586	26. Peter Owlig († av. le 3 VIII 1586)	1584	Mörel
1586-1587	27. Michel Owlig	1586 (août)	Mörel
1587-1589	28. Peter Andenmatten	[1586]	Viège
1589-1591	29. Caspar Brindlen	1588	Brigue
1591-1593	30. Martin Jost	1590	Conches
1593-1595	31. Gilg Jossen Bandmatter	1592	Sion

<i>Fonction</i>		<i>Election</i>	<i>Dizain</i>
1595-1597	32. Matthäus Monderessi	1594	Sierre
1597-1599	33. Hans Gabriel Werra	1596	Loèche
1599-1601	34. Joder Kalbermatter	1598	Rarogne

Les gouverneurs d'Evian
(1536-1569)

1536-1538	1. Caspar Mezelten	1536 (mars)	Brigue
1538-1540	2. Martin Clausen	1537	Conches
1540-1542	3. Georg Summermatter	1539	Viège
1542-1544	4. Stephan Maxen	1541	Rarogne
1544-1546	5. Anton (<i>alias</i> Jacob) de Berterinis	1543	Loèche
1546-1548	6. Petermann Am Hengart	1545	Sierre
1548-1550	7. Heinrich In Albion	1547	Sion
1550-1552	8. Hans Salzmann	1549	Brigue
1552-1554	9. Hans Syber	1551	Conches
1554-1556	10. Johann Zum Fellach	1553	Viège
1556-1558	11. Joder Kalbermatter	1555	Rarogne
1558-1560	12. Stephan Locher	1557	Loèche
1560-1562	13. Franz Frily	1559	Sierre
1562-1564	14. Philipp Torrente	1561	Sion
1564-1566	15. Anselm Owlig	1563	Brigue
1566-1568	16. Martin Guntern	1565	Conches
1568-1569	17. Peter Anthammatten	1567	Viège

Les gouverneurs du val d'Aulps
(1538-1569)

1538-1541	1. Anton Magenschen (<i>dit</i> von der Brugg)	1538 (mai)	Sion
1541-1543	2. Anton Curten	1540	Sierre
1543-1545	3. Nikolaus In der Gassen	1542	Loèche
1545-1547	4. Caspar Zbreitten	[1544]	Rarogne
1547-1549	5. Joder Andenmatten	1546	Viège
1549-1551	6. Anton Brindlen (<i>dit</i> Tschanott)	1548	Brigue
1551-1553	7. Peter von Riedmatten	1550	Conches
1553-1555	8. Anton Kalbermatter	1552	Sion
1555-1557	9. Peter Maxen	1554	Sierre
1557-1559	10. Caspar Loretan	1556	Loèche
1559-1561	11. Sebastian Maxen	1558	Rarogne
1561-1563	12. Hans Riedin	1560	Viège
1563-1565	13. Jost Zum Steinhaus	1562	Brigue
1565-1567	14. Hans Ruffiner	1564	Conches
1567-1569	15. Anton Trübmann	1566	Sion
1569	16. Paul Tagnioz (n'a pas eu le temps d'entrer en fonction)	1568	Sierre